

Dossier ouvert en Belgique sur le réseau islamiste démantelé au Maroc

21/02/2008

Des informations au sujet de l'arrestation de résidents marocains dont le chef présumé du réseau, Abdelkader Belliraj, ont été transmises par les autorités marocaines aux autorités judiciaires belges mardi matin. Les échanges d'informations se déroulent actuellement au niveau de la police.

Aucun juge d'instruction n'a à ce stade été désigné en Belgique dans le cadre de l'arrestation des résidents marocains. Ces prévenus n'étaient pas signalés à rechercher en Belgique, a indiqué le parquet fédéral.

Belliraj peut-être responsable de 6 assassinats en Belgique

Le ministre marocain de l'Intérieur, Chakib Benoussa, a déclaré mercredi que le chef du réseau islamiste démantelé en début de semaine au Maroc a commis six assassinats, qui n'avaient pas encore été élucidés, entre 1986 et 1989 en Belgique. Aucune demande d'extradition n'est pour l'instant envisagée par les autorités judiciaires belges.

Des vérifications sont actuellement en cours au Maroc. Le parquet fédéral a ajouté que les contacts entre la Belgique et le Maroc sont excellents. La Belgique dispose au Maroc d'un magistrat de liaison ainsi que des officiers de liaison.

Le service public fédéral (SPF) Affaires étrangères a confirmé être au courant de l'identité du principal intéressé, Abdelkader Belliraj, et du fait qu'il possède également la nationalité belge. Cet individu habiterait à Edegem, près de Gand, a pour sa part précisé mercredi soir VTM dans son journal télévisé. "Le reste nous a été communiqué via notre ambassade qui tient elle-même ses informations des médias marocains. Quant aux six assassinats, nous ne savons rien", a conclu le porte-parole des Affaires étrangères, Marc Michiels.

Qui est-il ?

"Abdelkader Belliraj, alias "Ilyass" et "Abdelkrim", né en 1957 dans la région de Nador (nord du Maroc), et possédant les nationalités marocaine et belge, a commis six crimes en Belgique de 1986 à 1989", a affirmé le ministre marocain de l'Intérieur Chakib Benmoussa lors d'une conférence de presse. "La Belgique n'a pas identifié jusqu'à présent l'auteur. Maintenant que nous savons qui il est, nous allons l'informer pour rouvrir l'enquête à travers Interpol", a-t-il dit.

Selon le ministre, les meurtres ont été commis par Belliraj "avant la mise en place en 1992 des bases du réseau terroriste en question". Par ailleurs, entre 1992 et 2001, les membres du réseau ont organisé une série de braquages ou de tentatives de braquage, a poursuivi M. Benmoussa, ajoutant qu'en 1996, le réseau avait tenté d'assassiner un citoyen marocain de confession juive et qu'il avait planifié d'autres assassinats en 1992, 1996, 2002, 2004 et 2005.

M. Benmoussa a annoncé que le groupe, dont au moins trois membres avaient la nationalité belge, avait l'intention d'assassiner des ministres, des militaires et des Juifs. "Le réseau terroriste 'Belliraj' projetait de perpétrer des attentats terroristes à l'aide d'armes à feu et d'explosifs et d'assassiner des personnalités marocaines en vue. (...) Il avait inscrit comme cible des ministres, des officiers supérieurs et des citoyens marocains de confession juive", a assuré le ministre.

Quelque 32 personnes ont été arrêtées lundi et mardi pour appartenance ou complicité avec un "important réseau terroriste à soubassement jihadiste", selon les autorités marocaines. M. Benmoussa a souligné que ce réseau avait "des liens avec des groupes et organisations terroristes internationaux, particulièrement Al Qaïda, le Groupe islamique combattant marocain (GICM) et le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC, algérien, devenu Branche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique)". Le ministre a ajouté que "certains membres de ce réseau terroriste ont bénéficié, grâce aux relations nouées par Abdelkader Belliraj avec des organisations terroristes internationales, d'entraînement au maniement des armes et à la fabrication d'explosifs à partir de produits chimiques disponibles sur le marché".

"Les membres du réseau étaient sous surveillance depuis plusieurs années et la police a décidé de démanteler le groupe le 18 février car la vie des gens était en danger", a déclaré un haut responsable marocain.

Répercussion directe au Maroc : dissolution du parti islamiste

A la suite de ces arrestations, le Premier ministre marocain Abbas El Fassi a annoncé mercredi la dissolution du parti islamiste Al Badil Al Hadari (Alternative civilisationnelle), autorisé en 2005, alors que la police a fait état de la saisie de nombreuses armes à feu. La dissolution du parti, dont le chef, Mustapha Moâtassim, et un autre dirigeant ont été placés en garde à vue lundi, a été décidée "compte tenu des liens avérés entre ce réseau (démantelé) et la création même du parti", a indiqué le Premier ministre dans un communiqué.

L'arsenal saisi est notamment constitué de neuf fusils d'assaut Kalachnikov, deux fusils-mitrailleurs, sept pistolets-mitrailleurs, 16 pistolets automatiques et des détonateurs. Selon la police, les membres du réseau recourent aux "braquages" pour financer leurs activités. En 2001, ils avaient introduit au Maroc une somme équivalant à 30 millions de dirhams (2,7 millions d'euros) issue du braquage commis une année auparavant du siège central de la société Brinks au Luxembourg.

Source : RTLInfo.be

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=politique&id=1347>